



À SAVOIR

Dans le régime spécial des IEG, les services actifs et insalubres **donnent droit à des bonifications** (= trimestres supplémentaires cotisés aux IEG), et à **des possibilités de départ anticipé à la retraite**.

Les salariés embauchés depuis le 1^{er} septembre 2023 sont au Régime Général et ne bénéficient pas des Services Actifs Insalubres et Militaires du Régime Spécial des IEG.

L'expression « *Service Actifs, Insalubres & Militaires* » sera ci-après abrégée en « **Services AIM** ».

Bonifications

Les bonifications en trimestres IEG sont accordées aux salariés embauchés avant le 1^{er} janvier 2009 :

- * Les services actifs donnent droit à une majoration de 1/6 de leur durée (soit 2 mois supplémentaires par année de services actifs à 100 %).
- * Les services insalubres donnent droit à une majoration de 1/3 de leur durée (soit 4 mois supplémentaires par année de services insalubres à 100 %).

En cas de taux d'activité à moins de 100 %, la bonification est pondérée en fonction du taux d'activité (ex : 1 mois par an pour un service actif à 50 %).

Pour les personnels embauchés à compter du 1^{er} janvier 2009, un nouveau dispositif de compte-épargne jour retraite (CEJR) a remplacé les bonifications, dans le cadre d'une redéfinition plus générale de la pénibilité aux IEG (voir fiche CEJR).

⚠ Attention : pour les départs en retraite à compter du 1^{er} janvier 2017, ces bonifications ne sont plus prises en compte dans le calcul d'une éventuelle surcote.

Néanmoins, les personnes ayant commencé à surcoter avant cette date ne sont pas impactées. Par ailleurs, les bonifications restent bien intégrées dans le calcul de la décote.

Le simulateur de la CNIEG intègre ces dispositions.

Anticipations de départ

À la différence des bonifications, dont le calcul est proportionnel, les anticipations sont **attribuées par bloc** d'un an, de 1 à 5 ans, en fonction de seuils de durées de services actifs effectués. Ainsi, on ne peut pas avoir 1,5 année d'anticipation, ou 2,75 ans.

À la suite des réformes de 2010 et de 2023, des dispositions transitoires s'appliquent pour les dates d'ouverture des droits (DOD) : les durées de services AIM et la durée de service totale exigée augmentent progressivement, et l'âge de départ à la retraite recule.

Les tableaux, en page suivante, détaillent les **conditions pour chaque palier d'anticipation**.

⚠ Attention : avoir cumulé 10 ans de services insalubres permet de bénéficier de l'anticipation de départ de 5 ans dans les mêmes conditions que si on avait atteint les 15 ans de services AIM (cf. ci-après). Les 17 années de services IEG sont néanmoins exigées.

La **durée de services actifs exigée pour chaque seuil évolue progressivement** :

Durée exigée en services actifs, insalubres, militaires

Durée de... totalisée en ...	2016 au plus tard	2017	2018	2019	2020	2021	2022 et au-delà	Anticipation de départ de...
3 ans	3 ans	3 ans et 4 mois	3 ans et 8 mois	4 ans	4 ans et 4 mois	4 ans et 8 mois	5 ans	1 an
6 ans	6 ans	6 ans et 4 mois	6 ans et 8 mois	7 ans	7 ans et 4 mois	7 ans et 8 mois	8 ans	2 ans
9 ans	9 ans	9 ans et 4 mois	9 ans et 8 mois	10 ans	10 ans et 4 mois	10 ans et 8 mois	11 ans	3 ans
12 ans	12 ans	12 ans et 4 mois	12 ans et 8 mois	13 ans	13 ans et 4 mois	13 ans et 8 mois	14 ans	4 ans
15 ans	15 ans	15 ans et 4 mois	15 ans et 8 mois	16 ans	16 ans et 4 mois	16 ans et 8 mois	17 ans	5 ans

D'autre part, la durée de services effectifs au sein des IEG nécessaire pour bénéficier d'un départ anticipé pour services actifs a été relevée à 17 ans à partir de 2022.

De fait, l'âge du droit à pension par anticipation pour services actifs évolue.

Année de naissance	Nombre d'année(s) d'anticipation				
	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
1957 et en-deçà	59 ans	58 ans	57 ans	56 ans	55 ans
1958	59 ans et 4 mois				
1959	59 ans et 8 mois				
1960	60 ans	58 ans et 8 mois	57 ans et 4 mois		
1961	60 ans et 4 mois	59 ans	57 ans et 8 mois	56 ans et 4 mois	
1962	60 ans et 8 mois	59 ans et 4 mois	58 ans	56 ans et 8 mois	
1963	61 ans	59 ans et 8 mois	58 ans et 4 mois	57 ans	55 ans et 8 mois
1964	61 ans et 3 mois	60 ans	58 ans et 8 mois	57 ans et 4 mois	56 ans
1965	61 ans et 6 mois	60 ans et 3 mois	59 ans	57 ans et 8 mois	56 ans et 4 mois
1966	61 ans et 9 mois	60 ans et 6 mois	59 ans et 3 mois	58 ans	56 ans et 8 mois
1967	62 ans	60 ans et 9 mois	59 ans et 6 mois	58 ans et 3 mois	57 ans
1968	62 ans et 3 mois	61 ans	59 ans et 9 mois	58 ans et 6 mois	57 ans et 3 mois
1969	62 ans et 6 mois	61 ans et 3 mois	60 ans	58 ans et 9 mois	57 ans et 6 mois
1970	62 ans et 9 mois	61 ans et 6 mois	60 ans et 3 mois	59 ans	57 ans et 9 mois



1971	63 ans	61 ans et 9 mois	60 ans et 6 mois	59 ans et 3 mois	58 ans
1972		62 ans	60 ans et 9 mois	59 ans et 6 mois	58 ans et 3 mois
1973			61 ans	59 ans et 9 mois	58 ans et 6 mois
1974				60 ans	58 ans et 9 mois
1975 et au-delà					59 ans

Services militaires & civils

Les périodes de service national sont **assimilées à du service actif** pour les agents embauchés avant le 1^{er} janvier 2009.

Les régimes spéciaux ont priorité sur le régime général pour intégrer le service national. Si une personne a été couverte par plusieurs régimes spéciaux au cours de sa carrière, c'est le premier régime spécial d'affiliation qui prendra le service national. Ainsi, le service national d'un ancien mineur intégré aux IEG sera porté par le régime des Mines. Seuls les régimes de la fonction publique ont une priorité supérieure pour la prise en compte du service national.

Les campagnes militaires, effectuées dans le cadre du service national, **ouvrent droit à des bonifications spécifiques** :

- Campagne double : + 100 % (soit 2 mois décomptés pour un mois de campagne double).
- Campagnes simples : pas de bonification (1 mois décompté pour 1 mois de campagne simple).
- Demi-campagnes : 50 % (0,5 mois décompté pour 1 mois de demi-campagne).

⚠ Attention : depuis le 1^{er} janvier 2017, il est nécessaire d'avoir accompli 15 ans de service aux IEG pour pouvoir prétendre aux bonifications de campagne militaire.

Les périodes de volontariat civil ou de service civique peuvent être également intégrées, dans des conditions similaires. Celles-ci sont considérées comme des services civils, n'ouvrant pas droit à bonification.



Votre représentant de l'ALLIANCE CFE UNSA ÉNERGIES est à votre disposition pour vous aider et vous renseigner.

